



Mayotte: un drame à dimension climatique et... coloniale

Une nouvelle fois, comme dans la région espagnole de Valence le mois dernier, un territoire, celui de Mayotte a été ravagé par un phénomène climatique extrême.

Une nouvelle fois, ranger ces victimes, ces dévastations dans la catégorie des catastrophes naturelles est plus qu'insuffisant et exonérant. C'est en effet le chaos climatique auquel nous a emmené et nous emmène encore le capitalisme fossile qui est le facteur déclenchant de cette tragédie.

Mais ce sont aussi « des années de manquements, d'impréparation, de sous-équipement et d'anticipation », comme le dénonçait le député européen Younous Omarjee (LFI), autrement dit l'incurie des gouvernements qui ont maintenu et maintiennent encore l'archipel dans le contexte colonial, qui sont aussi responsables de ce désastre.

S'ajoute à ce contexte général, le fait que si le bilan humain s'annonce aussi lourd, c'est parce que nombre de personnes n'ont pas voulu se rendre dans les abris avant l'arrivée du cyclone de peur d'être victimes d'arrestation et d'expulsion. Car Mayotte vit depuis les opérations Wuambushu de Darmanin en 2023 et 2024 dans un régime de chasse aux clandestins, menée avec l'aide de milices locales. Et même après les dévastations, alors qu'à l'hôpital il n'y plus de solutés de perfusion, de vaccins et que plus de 500 personnes sont en attente de prise en charge traumatologique, ça continue: la députée de Mayotte ose faire du renforcement des effectifs de police et de gendarmerie une priorité, au prétexte que « des pillages et des exactions se seraient produits ».

Bref, la situation actuelle est aussi dramatique parce que l'État français a considéré depuis longtemps que le sort des populations locales importait peu. La majorité des habitantEs de Mayotte a été maintenue dans une situation de précarité et de vulnérabilité extrême, ce qui a considérablement amplifié l'impact du cyclone. Les problèmes de logement, d'accès à l'eau, d'accès aux soins, aux services publics, tout cela est parfaitement connu depuis longtemps. Dans ce domaine la responsabilité des gouvernements Macron est immense.

Dans l'immédiat tout doit être fait pour réparer les dégâts du cyclone mais aussi de la politique coloniale de Paris. En particulier aucune condition de nationalité ne doit s'opposer à la nécessaire solidarité en direction de TOUTES les habitantEs de Mayotte.

Rouge Emeraude

bulletin des anticapitalistes du pays malouin

n°151
17 décembre
2024

Barnier, Bayrou...

**Macron toujours dans le déni et la manoeuvre
Unité autour du programme du Nouveau Front Populaire**

En nommant cette fois-ci son vieux parrain François Bayrou, vieux routier centriste donc moins marqué à droite que Barnier, Macron espère que celui-ci va pouvoir braconner quelques bienveillances sur sa gauche et ainsi l'aider à poursuivre sa politique, rejetée par 2/3 des électeur.trice.s en juillet dernier.

Mais en n'appelant pas un.e Premièr.e Ministre issue du Nouveau Front Populaire, Macron a une nouvelle fois remis le RN au centre du jeu politique : c'est lui qui va à nouveau définir les lignes rouges du futur budget, pousser pour de nouvelles lois racistes et risque de faire tomber la marionnette Bayrou.

On ne sait, à l'heure où nous écrivons, si Bayrou—qui en quelques jours a par ailleurs dilapidé une partie de son autorité par son inconsistance/inconséquence— parviendra à embarquer quelques figures de gauche. On ne sait pas non plus si un pacte de non censure (pas de déclenchement de 49.3 en échange de quelques projets de lois), chimère imaginée par certains dirigeants socialistes, écologistes voire communistes, sortira des consultations organisées par Bayrou, au risque de faire exploser la coalition du nouveau Front Populaire.

Même dans ce cas, le gouvernement Bayrou, comme celui de Barnier, ne pourrait survivre dans la durée (30 mois) qu'avec la bienveillance de Marine Le Pen. Drôle de fin de carrière pour le démocrate-chrétien Bayrou que d'être à la tête d'un gouvernement libéral-autoritaire et la marionnette du RN!

Autant dire que dans la situation confuse présente, les seules choses que nous ayons à faire sont

- ♦ de rappeler le contenu de rupture sociale, économique, environnementale, démocratique que représente le programme du Nouveau Front Populaire, ceci dans la crise sociale qui s'annonce,
- ♦ de rappeler aux Fabien Roussel, Olivier Faure, Marine Tondelier leur « serment » de « rester unis pour changer la vie » (Maison de la Chimie, 14/06/2024), « de ne jamais nous lâcher » (Montreuil, 17/06/2024)
- ♦ de construire des collectifs et comités du Nouveau Front Populaire à la base, promouvoir au quotidien des combats antiracistes et rassembler autour de son programme un vaste mouvement capable de remettre en cause les institutions anti-démocratiques de la 5ème République, vers un processus constituant.

Aucune solution ne viendra d'un homme ou d'une femme providentielle. Celles et ceux qui se sont battuEs et se battent contre l'extrême droite et la politique de Macron ont la clé pour les faire dégager et imposer les mesures sociales, écologiques et démocratiques du NFP.

L'ensemble des composantes du NFP doit se réunir pour prendre toutes initiatives nécessaires afin de mettre fin à cette mascarade dangereuse.



avec
Olivier BESANCENOT, Christine POUPIN,
Philippe POUTOU, Pauline SALINGUE

Pour prendre contact avec le comité
NPA l'antiK du pays malouin:

npasaintmalo@gmail.com

BREVES DE PONTONS



POLLUTION DE L'AIR: FAISONS LE POINT

La réunion de l'association Osons ! du 28 novembre a permis de faire le point sur les différentes actions entreprises localement contre la pollution de l'air:

1. Suite à la plainte en référé d'Osons ! et de 12 personnes, le tribunal de Saint-Malo avait ordonné le 2 juillet 2020 une expertise judiciaire pour **troubles et préjudices de toute nature résultants des nuisances de l'activité de la Timac**.

L'expertise a (enfin !) été close fin août. C'est sur cette base que pourrait être engagée prochainement une procédure pénale en réparation des préjudices subis.

2. TIMAC-Agro n'ayant pas respecté, en octobre et novembre 2019 sur le site du quai intérieur et les 13 et 14 janvier 2020 et le 4 avril 2020 sur le site de la zone industrielle, les termes de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2018, limitant ses émissions d'ammoniac à 50 mg/m3, Osons a porté plainte au pénal pour **pollution à l'ammoniac**. Cette affaire sera examinée par le tribunal de Saint-Malo le **26 février 2025**.

3. Le Tribunal Administratif ayant débouté Osons ! de son **recours contre les arrêtés modificatifs d'autorisation d'exploitation** délivrés par le Préfet à la Timac en mai 2021, il a été décidé d'interjeter **appel de cette décision**.

4. La perspective de tenir un **colloque** pour populariser ces différentes actions et mettre en avant les mobilisations citoyennes (ici et sur les autres sites du groupe Roullier) ainsi que les travaux de spécialistes indépendants contre les pollutions industrielles de l'air va se concrétiser au **1er trimestre 2025**.



Communes dont le taux de pauvreté est compris entre 7% et 16%
Extrait de Ouest-France du 4/12/2024

Pauvreté: des indicateurs d'une progression inquiétante

L'Observatoire des inégalités vient de publier son rapport annuel sur l'évolution de la pauvreté en France. *Ouest-France* du 4 décembre rend compte de ce rapport, établi sur la base de données Insee datant de 2021-2022 avec une cartographie départementale. Celle-ci met en évidence la concentration des personnes vivant sous le seuil de pauvreté (référence: personne seule vivant avec moins de 1200€/mois après impôts et prestations sociales) dans les grandes et moyennes agglomérations.

C'est le cas dans le pays malouin où les communes de Saint-Malo, Dol, Combourg et Dinard apparaissent avec parfois **plus de 12% de leurs habitant.es vivant sous le seuil de pauvreté**, soit plus de 6000 personnes à Saint-Malo avec une **augmentation** par rapport aux précédents dénombrements.

Voilà des données qui doivent être intégrées dans nos combats à venir, y compris dans celui contre l'extrême-droite qui surfe sur la désespérance des populations qui souffrent.

Face au défi de la submersion marine, les assos locales s'organisent

Comme nous l'avons mentionné ici à plusieurs reprises, la question du risque de submersion marine ou plus précisément de son anticipation dans les politiques d'aménagement urbain devient une préoccupation de 1er plan. D'autant que les pouvoirs publics sont sur cette question toujours dans la procrastination comme en témoigne l'absence réelle de prise en compte de l'accélération de ce risque dans le projet de Plan Local d'Urbanisme, présenté et adopté le 9 décembre dernier par le Conseil Municipal de Saint-Malo.

Aussi, nous ne pouvons que saluer et soutenir la perspective que se crée rapidement localement un collectif d'associations environnementales sur ce sujet.

Nul !

Mardi 3 décembre, lors de la séance de l'Assemblée Nationale, le Premier Ministre rendait hommage à René Couanau, ancien député et maire de Saint-Malo, qu'il avait bien connu dans divers cabinets ministériels. A ce moment une voix s'est élevée d'un banc occupé par un.e député.e de gauche criant « on n'en a rien à foutre ».

Nous qui avons travaillé avec et/ou combattu politiquement René Couanau nous ne pouvons que désapprouver sans réserve et nous désolidariser d'un tel comportement choquant.

N'hésitez pas à faire part de ce bulletin et à visiter notre page facebook:
<https://www.facebook.com/npaSaintMalo>
et nos sites web départementaux et nationaux
<https://www.anticapitaliste-35.org/>
<https://npa-lanticapitaliste.org>

Plan Local d'urbanisme (PLU) de Saint-Malo

Contrairement à ce que laisse penser le titre le *Pays Malouin* du 12 décembre, les « nouvelles règles du jeu » du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Malo ne sont nullement arrêtées. Le conseil municipal n'a en effet adopté qu'un **projet**, traduisant la vision de la ville à 15 ans par ses actuel.es élu.es et l'administration municipale. C'est sur la base de ce projet et en confrontation avec l'élaboration des associations, groupements locaux et des habitant.es que doit désormais se développer le débat, avant même l'enquête publique officielle, programmée au printemps 2025.

Dans l'immédiat, il faut « se taper » l'examen des documents plus ou moins technocratiques du projet (3200 pages !), soumis à l'avis de différentes instances administratives (ces documents sont accessibles par <https://www.saint-malo.fr/accueil/vivre/urbanisme2/le-plan-local-durbanisme-en-vigueur/>)

Y-a du boulot !

A noter d'ores et déjà que plusieurs angles spécifiques d'examen s'imposent tels que le traitement du risque de submersion marine et d'événements climatiques extrêmes, l'évolution de l'espace portuaire (OAP «3.1—13»), celui du secteur de l'hôpital...

Musée Maritime, boff !

L'équipe de maîtrise d'œuvre du futur musée maritime (qui sera implanté Intra-Muros sur le site de l'ancienne Ecole Nationale Supérieure Maritime) a été désignée. Les premiers éléments architecturaux et scénographiques du projet lauréat du concours sont dévoilés dans un dossier de presse (<https://www.calameo.com/saint-malo/read/000204988c0ce4a8657a31?language=fr&view=slide&page=2>).

La première impression que nous inspire cette présentation va dans le sens des réserves que nous avions émises l'année dernière (*Rouge Emeraude* n°130 et 133): les contraintes imposées par le bâtiment existant même labellisé « *architecture contemporaine remarquable* » et sa localisation dans un secteur de la ville déjà surfréquenté aboutissent à un **projet qui ne peut nous enthousiasmer**.

Quant au contenu muséographique, le dossier de presse (pages 19 à 23, notamment) confirme nos appréciations initiales: ainsi les questions de la traite négrière ou de l'émergence d'un monde ouvrier (dockers-charbonniers, ouvriers du bâtiment, de la construction navale, cheminots...) à proximité de la zone portuaire au milieu du XIXème siècle semblent à peine effleurées. Pour un espace culturel qui ambitionne être « un musée d'histoire et de société », c'est fort dommage.

Nous aurons sûrement l'occasion d'en reparler.

Léonard

El Condor pasa ?

Au-delà de ce jeu de mots (facile !), on ne peut qu'être inquiets pour les salarié.es de **Condor Ferries**, filiale de la Brittany Ferries, qui vient de perdre le contrat de desserte de Jersey, qu'elle détenait depuis 60 ans.

Celui-ci qui va s'achever à la fin du mois de mars 2025, va nécessairement avoir **des répercussions sur les équipages** des deux navires (*Condor Voyager*, pour le trafic passager et fret et *Commodore Goodwill* pour le fret) ainsi que sur les **personnels à terre, sans parler des salarié.es des activités connexes** (manutention, import/export, dédouanement...). On peut s'interroger également sur la viabilité de la desserte de Guernesey que Condor va conserver.

Assurément, le choix de la compagnie danoise DFDS (leader mondial du transport ferry) par le gouvernement de Jersey dans le cadre d'une compétition purement capitaliste n'apparaît pas comme un coup gagnant pour le port de Saint-Malo. Quel en sera l'impact sur le projet de modernisation du terminal du Naye ? La question se pose....



Syrie, la chute d'une dynastie

54 ans de règne familial, du père Hafez al-Assad au fils Bachar al-Assad, telle une dynastie féodale : 54 ans de racket mafieux, de pillage, d'emprisonnement de masse et de torture.

En quelques jours, et un peu à la surprise générale pour peu que l'on ait observé la situation de loin, le régime syrien vient de s'effondrer comme un château de cartes, pratiquement sans combattre. Le tyran Bachar al-Assad a fui lamentablement et en urgence Damas pour se mettre à l'abri en Russie.

Un tyran sans pouvoir

Tout a commencé par une offensive éclair lancée par l'organisation jihadiste Hayat Tahrir al-Cham (HTC) le 27 novembre dernier à partir de la poche d'Idlib, dernier réduit échappant au régime depuis la révolution populaire et la guerre civile de 2011.

Ses parrains russes embourbés en Ukraine et ses soutiens, le Hezbollah et l'Iran, affaiblis par la guerre contre Israël, le pouvoir de Bachar al-Assad —confronté également à une offensive de la coalition kurdo-arabe des FDS (Forces démocratiques syriennes) au nord et des restes de l'Armée syrienne libre à Deraa, ville de naissance de la révolution de 2011— n'a pas été en mesure d'opposer la moindre résistance.

La destruction du pays et la ruine économique engendrée par la furie vengeresse du régime pour écraser la révolution ont également eu un rôle majeur.

Au fur et à mesure, ce qui n'était au départ qu'une offensive à caractère militaire dirigée par des islamistes s'est transformé en soulèvement populaire : prisons et commissariats pris d'assaut et détruits ; libération de milliers de prisonniers politiques, certains enfermés et disparus depuis 40 ans, notamment dans la terrifiante prison de Saidnaya, un véritable camp d'extermination où 30 000 personnes sont mortes sous la torture depuis 2011 ; démolition des statues des dictateurs ; manifs dans les rues ; incendie de bâtiments officiels.

Affamés, non payés, maltraités, les conscrits de l'Armée d'Assad ont également déserté en masse, refusant de continuer à mourir pour rien. Même la communauté alaouite (10 % de la population), celle de la famille Assad qui avait construit tout son pou-

voir de façon clanique en s'appuyant sur elle, n'a pas bougé pour sauvegarder le régime.

Le peuple doit écrire son histoire

Les peuples de Syrie, dans toute leur diversité, plongent désormais dans l'inconnu. Ce serait peu dire **qu'aucune confiance politique, vu sa nature et son orientation, ne peut être accordée au HTC** pour respecter sa parole d'inclure tous les Syriens dans un processus démocratique et respectueux de leurs identités. Le pragmatisme mis en avant pour faire tomber Assad cédera vite la place à la réalpolitik, aux luttes de pouvoir et aux idéologies.

Cela ne signifie pas pour autant que l'histoire soit écrite d'avance. Le pays se retrouve confronté à **des défis colossaux** : une économie en ruine, une pauvreté extrême, des divisions religieuses et politiques, une culture démocratique et une gauche anéantie par 60 ans de dictature, des ingérences étrangères et impérialistes incessantes.

La question kurde et la lutte de ce peuple pour sa libération sont de première importance, à l'heure où dans le Rojava, l'ANS (Armée nationale syrienne), organisation islamiste proche de la Turquie et rivale du HTC, attaque et bombarde les villes et villages pour mettre fin à leur autonomie acquise de haute lutte.

Netanyahou, de son côté, profite du moment pour détruire l'équipement militaire d'Assad. Il a déclaré que « *le Golan fera partie de l'État d'Israël pour l'éternité* ». Il s'agit là

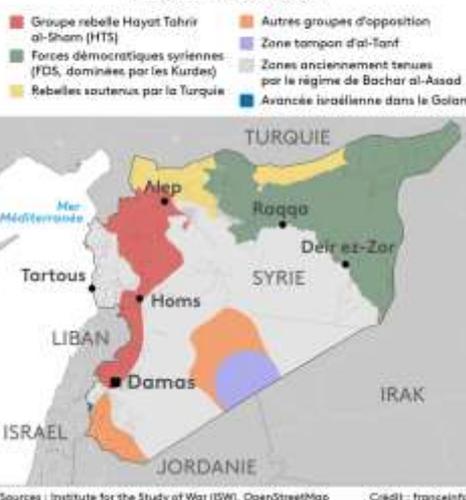
d'une violation directe de l'accord de désengagement de l'armée israélienne de 1974. L'ONU est bien seule aujourd'hui à le rappeler alors qu'aucune des grandes puissances ne s'oppose aux visées hégémoniques de l'État d'Israël.

Le peuple syrien doit pouvoir décider de son avenir, pour atteindre les buts de la révolution populaire et démocratique de 2011 : justice sociale, liberté et démocratie.

Les internationalistes, révolutionnaires et anticapitalistes seront à leurs côtés.

D'après Y. S., dans *l'Anticapitaliste* n°733

Les différentes zones sous contrôle en Syrie après la chute du régime Assad Au 8 décembre 2024



Municipales 2026: une candidate mise en orbite par Ouest-France ?

Depuis quelques mois, les pages malouines d'*Ouest-France* font une place remarquable aux déclarations et activités de Carole Le Béhec, élue référente du conseil régional pour le pays de Saint-Malo et ancienne n°2 de la liste Perrin aux municipales de 2020.

Ainsi, le 20 septembre, C. Le Béhec vante dans *Ouest-France* l'importance des investissements que le Conseil Régional va consacrer au pays de Saint-Malo, dont le financement de la modernisation du terminal ferries du Naye. Elle n'exprime cependant aucun point de vue sur le projet de gare maritime intégré à cette opération, qui soulève localement une forte opposition.

Quelques jours plus tard, le 25 septembre, au moment où la gauche malouine, réunie autour du programme du Nouveau Front Populaire, s'exprime sur les dossiers de la rentrée, *Ouest-France* en décentrant ses préoccupations sur les municipales de 2026 (*), donne à nouveau la parole à cette élue : cette fois pour dire qu'elle souhaite s'« *impliquer fortement* » et qu'elle a « *à cœur de [s'] investir dans la campagne [municipale]* ».

Le 26 novembre, *Ouest-France* récidive en singularisant (photo à l'appui) le soutien de C. Le Béhec à l'initiative du collectif féministe Nous Toutes Saint-Malo contre les violences sexistes et sexuelles.

Bref, pour nous, tout cela ressemble fort à des ballons d'essais en vue d'une mise sur orbite d'une candidature municipale 2026, genre centre-gauche, teintée écolo.

Il serait éclairant d'entendre cette élue s'exprimer sur des sujets à forte résonance locale tels que la submersion marine, le recul du trait de côte ou les quotas attribués à la pêche industrielle, thématiques dans le champ des vice-présidents régionaux malouins ou ex-malouins Daniel Cueff et Stéphane Perrin

(*)relire notre réaction à ces articles dans *Rouge Émeraude* n°149 du 2 novembre.

BREVES DE PONTONS (bls)

Restructuration hospitalière, toujours en stand by

Les semaines et les mois passent. Toujours pas de fumée blanche ou de validation pour le projet de restructuration hospitalière. Donc toujours pas de réponse sur ce que sera l'accès aux soins hospitaliers publics dans le secteur sanitaire Dinan-Saint-Malo.

L'optimisme ne peut vraiment pas être à l'ordre du jour dans le contexte actuel de la crise politique et financière. De surcroît, les résultats déséquilibrés de l'exercice 2023 des centres hospitaliers de Dinan et Saint-Malo ont encore alourdi la dette...

Pas bons signes, tout cela!

EXTRAITS DE LETTRE ADRESSÉE AUX PÈRES NOËL, LURTON ET BOURGEOUX

.../...
 Aujourd'hui, monsieur Père Noël, 2 semaines avant le 24 décembre 2024, je ne vous demande rien pour moi et mes proches. Non. Il y a, certes, sur notre planète, un nombre incalculable de malheureux, de spoliés, de pourchassés, d'assassinés, de bombardés... Et c'est insupportable. Tous mériteraient que vous leur apportiez un peu de paix, de pain et de justice. Mais, je sais que vous n'existez pas...

Aujourd'hui, ma demande à **monsieur Lurton et à monsieur Bourgeois**, pour ce Noël 2024 est la suivante :
 « Qu'ils se manifestent fermement à l'Assemblée nationale, au Sénat, à l'Élysée, à Bruxelles, afin d'enjoindre les instances qui en ont le pouvoir de sanctionner monsieur Netanyahu et ses sbires, auteurs d'abominables crimes de guerre et crimes contre l'humanité, que ces instances leur refusent toute aide financière et d'armement, qu'elles dénoncent publiquement leurs épouvantables forfaitures, qu'elles cessent de faire semblant de confondre « soutien aux peuple palestinien » avec « antisémitisme », et donc qu'elles annulent toutes les procédures iniques intentées contre les pacifistes, les personnes qui prônent BDS, qu'elles reconnaissent l'Etat de Palestine, en bref, qu'elles affirment haut et fort que le gouvernement israélien, dans le but d'occuper tout le territoire de la Palestine historique – et davantage – utilise les tueries de civils et crimes de guerre du Hamas du 7 octobre et se rend coupable d'un réel génocide, en toute impunité, pour l'instant !

Monsieur Père Noël, je souhaite que la douceur que vous incarnez, en nos contrées privilégiées, continue de faire briller les yeux des enfants chaque fin d'année.

Monsieur Lurton, monsieur Bourgeois, je souhaite que vous vous chargiez, quant à vous, d'utiliser vos prérogatives d'élus pour que les yeux des enfants palestiniens épargnés puissent, prochainement, briller devant un plat de semoule ou de riz, sans bruit de bombe, dans une habitation rassurante, avec des adultes aimants – je n'ose dire « parents », tant il y en a de morts. » .../... BA

18 DÉCEMBRE

Le prochain
**RASSEMBLEMENT DE SOLIDARITE
 AVEC LA PALESTINE,**
 à Saint-Malo, c'est
samedi 21 décembre à 17h
 parvis de la gare SNCF



**JOURNÉE INTERNATIONALE DES MIGRANT·E·S
 LE RACISME D'ÉTAT OUVRE LA VOIE AU FASCISME
 OÙ QUE L'ON SOIT NÉ·E, SOLIDARITÉ !**

L'idéologie néofasciste du RN gagne du terrain, renforcée par la droite et les gouvernements Macron qui reprennent sa politique en matière d'immigration, notamment avec la loi asile immigration, initiée par Darmanin et votée en décembre 2023, grâce à la droite et à l'extrême droite.

Cette loi accumule les obstacles à la régularisation, multiplie les obligations de quitter le territoire (OQTF) d'une durée de trois ans, augmente le nombre d'expulsions. L'objectif proclamé est de « rendre la vie impossible aux migrantEs », de les pourchasser et de les faire passer pour des délinquantEs. Pour Retailleau, ce n'est pas suffisant ! Selon lui, il faut une nouvelle loi encore plus répressive.

Les changements véritables dépendent de nos mobilisations. Le 18 décembre est une étape dans la construction d'un front uni de résistance, contre la loi Darmanin, contre l'offensive anti-migrantEs et contre la menace de l'extrême droite.

Combattre les politiques anti-migrantEs

Non l'immigration n'est pas un problème, c'est une chance. Le fantasme -développé par l'extrême droite d'une « invasion étrangère » est démenti par les chiffres. Rendre les étrangers responsables des maux socio-économiques, c'est masquer les causes profondes des inégalités et des injustices en reprenant tous les préjugés racistes. Pour les plus défavoriséEs, c'est se tromper d'adversaire et encourager leurs pires -ennemis.

On ne peut pas accepter que les flots ramènent sur nos côtes les corps de celles et ceux qui

ACHARNEMENT

Le Tribunal Administratif de Rennes avait annulé le 29 novembre l'OQTF pesant sur la doloise Faith et son fils et avait même enjoint le Préfet d'Ille-et-Vilaine de leur délivrer, sous 2 mois, une carte de séjour. Le même préfet vient de faire appel de cette décision! La solidarité et le combat continuent.

sont rejetéEs par l'Europe forteresse qui s'est pourtant enrichie et gavée sur le dos des pays colonisés. La faute est systématiquement rejetée sur les passeurs. Ils profitent certes mais ils ne sont pas la cause première de ces drames. La responsabilité principale est la fermeture des frontières.

Les exiléEs venuEs chercher la protection à laquelle elles et ils ont droit, sont renvoyéEs, au mépris du droit international. Des personnes qui travaillent, étudient, vivent avec nous, sont maltraitées, accusées de délinquance. Des femmes, des enfants, des mineurEs isoléEs sont laissés sans abri à la rue.

Beaucoup de citoyenEs ne supportent plus les discriminations, les maltraitements, les exclusions, le racisme qui tue et divise, les morts à nos portes, en mer, aux frontières, les familles à la rue. Rester indifférent revient à laisser se développer la déshumanisation de la société, les atteintes aux libertés fondamentales, dont le droit à la vie et le devoir d'assistance à personne en danger.

Des militantEs associatifs accompagnent, aident les migrantEs, se battent pour leur régularisation, contre les expulsions, pour la scolarisation et la prise en charge des mineurEs non accompagnées. Des syndicalistes se battent pour la régularisation des travailleurEs sans papiers. Des profs des écoles et des parents d'élèveS s'organisent en comité de soutien, occupent des écoles pour mettre à l'abri des familles avec enfants à la rue. Des collectifs de sans--papiers luttent courageusement pour l'obtention d'un titre de séjour.

Toutes ces énergies doivent se retrouver et s'exprimer pour :

- l'égalité des droits : l'accès pour toutes et tous à la santé, à l'école, au logement, à un travail légal et un salaire, au droit de vote ;
- la régularisation de tous les sans-papiers ;
- l'abrogation de la loi Darmanin, de la loi Kasbarian-Bergé et pour l'application de la loi de réquisition des logements vides ;
- l'annulation de toutes les lois racistes du pacte migratoire européen, du règlement Dublin ;
- la liberté de circulation et d'installation.